

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 4 MAI 1979 - N° 908

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Les 35 heures : un thème de campagne électorale européenne

Lire en page 3

Iran : deuil national pour l'ayatollah Motahari

Le gouvernement iranien a décrété une journée de deuil national pour jeudi afin de célébrer les obsèques du leader religieux proche de Khomeiny qui siégeait au «*Conseil révolutionnaire islamique*». L'assassinat de l'ayatollah Motahari est revendiqué par la même organisation clandestine islamique Forghan, responsable de l'assassinat du général Gharani.

Cet attentat, le premier commis contre un chef religieux depuis le renversement de l'ancien régime, pourrait avoir de graves conséquences, certains pouvant chercher à l'exploiter contre les groupes révolutionnaires.

Lire en page 7

Dans
Le Quotidien du Peuple
du samedi
5 mai

Contraires
au sein du peuple
CFDT :
Quel «recentrage» ?

Notre dossier :
Le PCF
à la veille
de son
23ème congrès

Guichard réunit une cinquantaine de députés

CRAQUEMENTS (ENCORE)

AU SEIN DU RPR



Chirac a bien des ennemis avec son RPR. Après bien d'autres, voici maintenant Guichard, un «*baron du gaullisme*» qui se met à faire des vagues. Il vient de prendre une initiative qui n'a guère fait plaisir à l'état-major chiracien ; il a invité une bonne cinquantaine de députés RPR à une petite réunion «*amicale*» ce jeudi matin, ailleurs qu'à l'Assemblée nationale...

Il prend des précautions ; il s'est défendu, par avance, en annonçant qu'il ne s'agissait pas là de «*fractionnisme*». Mais ce qu'il met en cause c'est à la fois le fonctionnement interne (et il n'est pas le premier après Sanguinetti, puis Guéna plus récemment et d'autres) et certaines orientations prises par Chirac. Guichard se déclare «*inquiet des déclarations de Chirac sur la légitimité du président de la république*», ajoutant : «*S'il devait y avoir des suites après le 10 juin, beaucoup d'entre nous ne sauraient s'y associer*».

On peut penser que Guichard ne croit pas que Chirac appelle à voter une motion de censure au lendemain des élections européennes. Chirac en brandit la menace, mais il déclare inopportuniste de le faire en raison des risques que cela représenterait vis-à-vis d'une possible victoire de la gauche. Mais voilà Chirac prévenu, il y a aussi des risques de plus en plus grands que bon nombre de députés du RPR ne le suivent plus dans ses querelles avec Giscard.

Dans une interview publiée par *Le Figaro*, jeudi matin, Chirac déclare : «*Les gaullistes sont ainsi faits que leur individualisme les conduit spontanément à contester*». Chirac a la mémoire courte. On n'avait pas remarqué que pendant plus de 15 ans, où ils avaient la majorité écrasante à l'Assemblée nationale, ceux que l'on a appelés les «*godillots*» avaient du goût pour la contestation.

Mais, depuis 1974, les opérations giscardiennes pour réduire l'influence de l'UDR, puis du RPR se succèdent. Ce qui a fait dire à Labbé, président du groupe parlementaire RPR depuis la démission de Guéna : «*Pour tirer Olivier Guichard, il faut au moins un remorqueur de haute mer*»... Giscard bien sûr. Et Labbé a jugé utile de mettre en garde ses collègues contre «*la politique de l'entre-deux chaises*».

Au train où vont les choses, on peut s'attendre d'ici le 10 juin à d'autres propos d'une acidité certaine entre Chirac et giscardiens... et au sein même du RPR.

GISCARD FAIT DURER LE MYTHE DE L'OUVERTURE

Défilé à l'Élysée : Mitterrand, Couve de Murville, Lecanuet, Labbé, Chinaud...

Marchais ne veut pas y aller. Chirac n'est pas invité...

Ce genre de ballet élyséen n'a pas l'avantage de la nouveauté qu'il avait eu au lendemain des élections de mars 1978. On y avait vu à l'époque Mitterrand, Fabre et Marchais.

Fabre est maintenant un interlocuteur assidu.

En juillet 1978, pour une visite analogue, c'est Ballanger qui s'y rendait pour le PCF, Marchais étant opportunément absent. Cette fois-ci, personne du PCF : l'occasion est trop bonne pour pouvoir dénoncer le PS.

La *Lettre de la Nation*, organe du RPR, de son côté, s'offusque de l'incohérence des invitations.



Lire en page 3

PÂQUES 1916

L'IRLANDE INSURGÉE

66 ans se sont écoulés maintenant depuis que les volontaires irlandais et l'armée des citoyens d'Irlande, menés par Pearse, Connolly et Clarke se sont emparés des points stratégiques de Dublin et ont proclamé la République irlandaise. Depuis ce temps là, chaque génération d'Irlandais et d'Irlandaises a repris le combat contre l'impérialisme anglais en Irlande.

Aujourd'hui, une lutte de libération nationale est menée dans toute l'île pour gagner le droit à l'autodétermination de la nation irlandaise et à la liberté face à la loi impérialiste. Les raisons de cette lutte sont les mêmes que celles qui ont fait prendre les armes par Pearse, Connolly et Clarke pendant la semaine de Pâques 1916.

Lorsque les insurgés hissèrent le blanc, l'orange et le vert sur le «General Post Office» (G.P.O.), l'hôtel des postes de Dublin, ils avaient derrière eux les acquis de sept siècles de résistance. Mais les organisations qui déclenchèrent l'insurrection étaient les fruits de la grève générale de 1913. L'Irish Citizen Army (I.C.A.), milice d'autodéfense ouvrière et les Irish Volunteers (I.V.), plutôt issus de la petite bourgeoisie républicaine, formèrent en se regroupant l'Irish Republican Army (I.R.A.), avec James Connolly comme général en chef qui définissait ainsi l'I.C.A. : «Une organisation armée de la classe ouvrière est un phénomène nouveau en Irlande. Jusqu'à présent, les travailleurs d'Irlande ont combattu comme membres d'armées dirigées par leurs maîtres, jamais comme les membres d'une armée dirigée par leur propre classe. A présent, les armes à la main, ils proposent de suivre leur propre cours, de forger leur propre futur. Ni l'Home Rule*, ni l'absence d'Home Rule ne nous fera déposer les armes».

En vertu du slogan : «Les difficultés de l'Angleterre sont une opportunité pour l'Irlande», et parce que la conscription a été déclarée, l'état-major de l'I.C.A. lance un ordre de mobilisation pour le lundi de Pâques, suivi d'un contre-ordre par la fraction modérée de l'état-major des volontaires, qui crée la confusion. S'ajoutant à cet incident, 20 000 fusils Mauser acheminés par bateaux ont été saisis la veille par les autorités anglaises.

Lundi 24 avril 1916

9 heures : Les chefs de la Révolution se répartissent les rôles. 10 heures : mobilisation de l'I.C.A. et des I.V. devant Liberty Hall, maison des syndicats. (800 soldats dont 200 de l'I.C.A. plus les 70 femmes de Cumann na mban participeront le premier jour).

12 heures : signal du départ.

Les points stratégiques de la cité sont pris d'assaut tels :
— La minoterie Boland à l'Est par Eamonn de Valera et le troisième bataillon des I.V. ainsi que la gare de Westland Row.
— Les jardins de Saint-Stephen's Green par Constance Marckievicz (la comtesse rouge) et Michael Mallin, point central de défense, avec des volontaires et des membres de l'I.C.A.
— La biscuiterie Jacob, par Thomas Mc Donagh avec le deuxième bataillon des volontaires et une escouade de l'I.C.A.
— Le palais de Justice par Ned

augmentés le même soir de 1 000 renforts de Curragh.

Mardi 25 avril

D'un point de vue militaire, l'I.C.A. et les I.V. de Saint-Stephen's Green sont obligés de se replier dans le collège de chirurgie. Les communications sont rompues entre le QG et

développe vers la grande poste où les Anglais concentrent leur tir. Connolly, sortant avec 30 compagnons pour bloquer une rue avoisinante, est blessé. Le soir, l'armée anglaise est très près du G.P.O.

Vendredi 28 avril

Préparation pour l'assaut final.

la reddition sans condition exigée par les Anglais à 15 h 45.

Pendant ces Pâques sanglantes, 1 300 civils seront tués ou blessés, 63 républicains mourront. Après la Révolution, les cours martiales condamneront 160 personnes, 16 dirigeants. 3 430 hommes et 70 femmes seront emprisonnés. Pour mieux se rendre compte de l'incroyable courage et obstination des Irlandais, citons quelques chiffres : dès le premier jour, 5 000 Britanniques seront mobilisés contre l'insurrection de 800 révolutionnaires, et de nouveaux renforts arriveront (66 000 pour toute l'Irlande).

Dans le célèbre affrontement de Mount Bridge, une dizaine d'insurgés ont bloqué pendant 12 heures, deux bataillons anglais.

La guerre de libération de 1916 à 1921 verra la victoire de l'élément bourgeois sur l'élément prolétarien dans le mouvement nationaliste, et, en 1921, Michael Collins acceptera les termes du traité engendrant la partition. Les adversaires de l'État libre** seront impitoyablement massacrés, et continuent de l'être de nos jours.

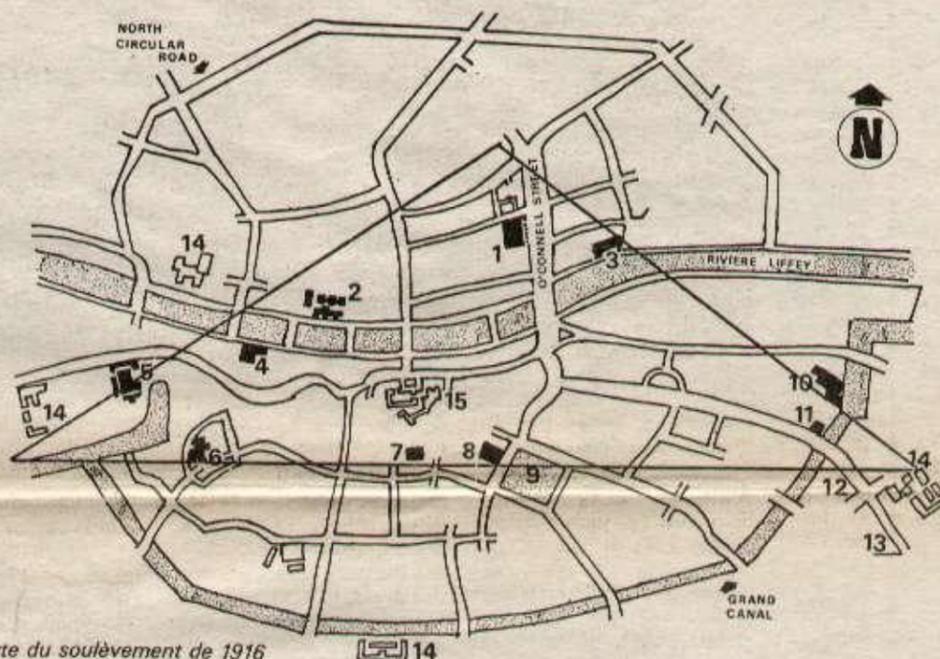
Les traîtres de l'État libre, puis leurs successeurs capitalistes ont forgé pour leur propagande une image édulcorée et idéaliste des hommes et des femmes de 1916, exacerbant uniquement leur nationalisme et enterrant l'insurrection dans les livres de contes et légendes pour enfants. D'autres (Trade unions - Parti travailliste) ont dénoncé leur nationalisme, jugeant celui-ci «secondaire» par rapport à la lutte pour le socialisme, omettant bien entendu de citer le programme socialiste révolutionnaire de la «République des travailleurs» de James Connolly et de l'I.C.A. Mais qui s'oppose aujourd'hui en Ulster aux luttes des ouvriers républicains sinon les Trade Unions, loyalistes, et qui s'allient dans un but électoral au parti unioniste pour dénoncer le «terrorisme» de l'I.R.A. ? Enfin, qui opprime le prolétariat d'Irlande du Sud, sinon le capitalisme vert*** qui a récupéré le combat national pour ses propres intérêts ?

La révolution de 1916 a rarement été aussi vivante qu'aujourd'hui, à la fois dans l'esprit des prisonniers d'Eire et d'Ulster et pour tous ceux qui pensent qu'en Irlande, la lutte pour le socialisme et le communisme passe d'abord par la lutte de libération nationale. C'est dans cet esprit qu'ils commémorent chaque année les pâques sanglantes.

Samedi 29 avril

3 heures du matin : le G.P.O. dont les caves sont bourrées d'explosifs est en flammes, et saute. Une diversion est envisagée. Comme toutes les positions sont isolées, que les femmes du Cumann na mban ne peuvent plus assurer les communications, et que les civils sont bombardés, Pearse signera

24 avril, premier jour du soulèvement



Carte du soulèvement de 1916

1. Poste centrale, Q.G. de l'insurrection, établi après le départ de Liberty Hall, sous le commandement de James Connolly, Padraig Pearse et Joseph Plunkett.
2. 1^{er} bataillon, commandé par Ned Daly, au palais de Justice des Four Courts.
3. Liberty Hall, la maison des syndicats, Q.G. de l'Irish Citizen Army.
4. Mendicity Institute, occupé par une colonne dirigée par Sean Heuston.
5. South Dublin Union : le 4^e bataillon d'Eamonn Ceannt occupe la distillerie de whiskey Jameson, les brasseries Watkin's and Roeb.
6. Marrowbone Lane, également sous contrôle du 4^e bataillon.

7. Le 2^e bataillon, avec Thomas Mc Donagh, à l'usine de biscuits Jacob's.
8, 9. Un contingent de la Citizen Army, sous le commandement de Michael Mallin et Constance Marckievicz, investit le Collège des Chirurgiens et les jardins de Stephen's Green.
10. Le 3^e bataillon sous De Valera occupe l'usine Boland, ainsi que
11. Clanwilliam House, 12. Haddington Road, et 13. Pembroke Road.
14. Casernes britanniques.
15. Le château de Dublin, dont une escouade, dirigée par Sean Connolly, tente de s'emparer.

Daly et le premier bataillon des I.V.

— Le dépôt de mendicité, par Sean Heuston avec 26 insurgés et qui résistera contre 350 soldats anglais.

— La South Dublin Union (S.D.U.) par Eamonn Ceannt, Cathal Brugha et le quatrième bataillon des volontaires.

L'erreur fondamentale des insurgés a été d'oublier de prendre le central téléphonique. Sean Connolly et ses gars ne réussirent pas à s'emparer du château, siège de l'administration britannique. Dès le début des opérations, la République avait été proclamée sur les marches de la grande poste devenue le QG de la révolution, devant une foule narquoise ou méprisante, raillant ces «soldats d'opérette». Mais au cours de l'insurrection, et suivant leur conscience de classe, des volontaires qui, faisant partie de l'armée anglaise, étaient en permission à Dublin, des ouvrières et des ouvriers (2 000 femmes et hommes) rejoindront les forces républicaines.

Les Britanniques mobilisent immédiatement 2 380 soldats,

la S.D.U. et la biscuiterie Jacob. 15 heures : l'armée pilonne les quartiers ouvriers. Les Anglais attaquent l'hôtel de ville et le dépôt de mendicité. Dans le quartier de Philsboro, les barrières sont détruites. L'état se resserre sur le G.P.O. La loi martiale est décrétée.

Mercredi 26 avril

La canonnière Helga, postée à l'embouchure de la Liffey, bombarde Liberty Hall et Dublin. Au Nord et au Nord-Est, les défenses rebelles sont enfoncées. A l'Ouest, le palais de Justice est encerclé. Une poignée d'hommes résiste encore à la S.D.U. La résistance est écrasée à l'Hôtel de ville.

15 h 30 : Bombardement des grands hôtels de O'Connell street. Attaque du G.P.O.

Jeudi 27 avril

10 heures : un obus incendiaire déclenche un incendie aux environs du G.P.O. Celui-ci se

10 heures : 20 femmes sont évacuées. Une pièce de 18 démolit le fronton de l'Hôtel des postes : début d'incendie.

18 heures : Pearse, Mac Diarmada, Clarke, Plunkett, décident d'évacuer le Q.G. Une tentative de sortie échoue : ils se réfugient dans une petite maison et remontent la rue en perçant les cloisons. Dans le Nord du comté de Dublin, les postes de police ont été pris par les insurgés. Dundalk a envoyé 200 hommes, tandis que Liam Mellows avec son groupe à Galway, et des hommes dans le comté Wexford, dans le comté Wicklow, à Cork et dans le Kerry, entrent dans le combat.

* Autonomie sous contrôle britannique.

** Irlande du Sud indépendante, sacrifiant l'Irlande du Nord occupée par la Grande-Bretagne

*** A prétention nationale

Mitterrand à l'Elysée

GISCARD FAIT DURER LE MYTHE DE L'OUVERTURE

Giscard devait recevoir Mitterrand ce jeudi après-midi, pour l'entretenir des résultats de son voyage en URSS. C'est la suite d'une politique d'«ouverture» menée depuis les élections législatives, et dont les résultats ont été jusqu'à présent assez minces.

Au lendemain de la défaite de la gauche aux élections, Giscard avait trouvé le moment opportun pour lancer une invitation aux chefs des partis (de la majorité et de l'opposition) pour discuter des problèmes de l'heure. On avait assisté alors à un spectacle insolite pour la V^e République d'un défilé à l'Elysée de Mitterrand, Marchais et Fabre (ainsi que des dirigeants des confédérations syndicales). Giscard récidivait en mai, en recevant les dirigeants du PS et du PCF pour parler de la préparation de la conférence de l'ONU sur le désarmement. Le terrain choisi laissait assez clairement voir à qui s'adressaient en priorité les offres d'ouverture : c'est avec les socialistes que Giscard a le plus de convergences en matière de politique de défense. A cette conférence de l'ONU, il emmènera d'ailleurs dans ses bagages le député socialiste Jean-Pierre Cot. Les résultats de cette initiative ne seront pas cependant des plus concluants : le débat de l'ONU sur le désarmement n'ayant pas eu

de suites concrètes, l'offre giscardienne est tombée un peu à plat.

Pour relancer la machine, Giscard réinvitait, en juillet dernier, les représentants des grands partis politiques pour exposer les résultats de sa rencontre avec Schmidt, au cours de laquelle il avait avancé le projet de constitution d'un système monétaire européen. Un terrain bien choisi également, puisqu'en matière européenne, les positions socialistes ne sont pas très éloignées de celles de l'UDF. Premier accroc dans cette politique d'ouverture : le PCF, commençant à trouver qu'il se ridiculisait à participer à ces rencontres, dont rien de concret ne ressortait, n'envoyait à cette entrevue que Ballanger, Marchais étant opportunément absent. Après cette initiative, le PCF cessera de participer à ces défilés, et se trouvera de nouveau à l'aise pour dénoncer les socialistes qui continuent à y participer.

Giscard a également consulté les partis sur la

question de l'introduction de la proportionnelle aux municipales et du financement des partis et de la limitation du cumul des mandats. L'initiative n'était pas stupide : l'introduction de la proportionnelle aux

QUELS RESULTATS ?

Beaucoup de pétards mouillés, on le voit, dans ces offres successives de concertation. En fait, la courte avance obtenue par la droite aux élections lé-

d'alliance apparaît extrêmement improbable avant cette date. La seule réussite tangible de cette politique d'ouverture aura été le ralliement de Fabre. Affaire d'un intérêt limité, celui-ci ayant été exclu de

ce la participation de Mitterrand à l'opération. Le RPR, qui a toujours grogné face à ses initiatives d'ouverture, crache de nouveau sa bile. *La Lettre de la Nation* de ce mercredi estime que «la façon dont ces invitations à l'Elysée ont été lancées donne à penser qu'elles répondent à d'autres soucis que l'information. Le Président de la République ne reconnaissant de rôle institutionnel qu'aux groupes parlementaires, il était logique qu'il n'invite que les représentants de ceux-ci. C'est ce qu'il a fait pour les formations de la majorité (...) mais pourquoi a-t-il invité François Mitterrand et Georges Marchais, au lieu de Gaston Defferre, Robert Ballanger et leurs homologues au Sénat? Il n'est pas besoin d'aller chercher bien loin la raison de cette apparente incohérence. Tout le monde a compris».

Effectivement, mais le RPR n'a pas à craindre pour l'instant de recomposition d'alliances, même si la campagne pour les élections européennes tend à aviver les contradictions tant entre partis de droite qu'entre partis de gauche.

François NOLET



Les défilés à l'Elysée ont commencé au lendemain des législatives (ici le 28 mars 1978)

municipales aurait permis d'enfoncer un coin entre le PCF et le PS, ce dernier n'étant alors plus contraint de passer d'alliances avec son partenaire de gauche. Là aussi, le projet est tombé à l'eau, notamment du fait de l'opposition du RPR.

gislative rend aléatoire toute tentative de constitution d'une alliance socialo-giscardienne, à bref délai au moins... Le PS aura besoin, pour les élections présidentielles, de l'appoint des voix du PCF pour espérer faire passer son mandat. Dès lors, une recomposition

son parti. Giscard aura tout de même réussi à diviser le MRG : le résultat est mince au regard des efforts déployés.

La réception de Mitterrand ne devrait pas apporter davantage d'éléments nouveaux. Le PCF a rejeté l'invitation et dénon-

LES 35 HEURES, THEME DE CAMPAGNE ELECTORALE

L'idée de la revendication de la semaine de 35 heures sans perte de salaire fait son chemin en France et en Europe. Partant de ce fait, les politiciens sociaux-démocrates en attente d'élections européennes inscrivent ce point à leur programme, mais en l'édulcorant quelque peu. Tous insistent sur le fait que le cadre européen serait le cadre idéal pour imposer cette revendication. A quoi rime cette campagne ?

Helmut Schmidt s'est prononcé pour la semaine de 35 heures. Une position qui pourrait sembler étonnante, alors qu'on sait avec quelle fermeté la bourgeoisie allemande vient de refuser cette revendication des sidérurgistes allemands. En fait, il a bien précisé qu'un tel objectif n'était pas à l'ordre du jour dans un délai d'au moins cinq ans. Voilà qui remet les choses à une plus juste place. Les partis sociaux-démocrates de la CEE ont inscrit cette revendication à leur programme électoral pour l'élection du 10 juin. L'aspiration à davantage de temps libre est présente dans les luttes des travailleurs : que les sociaux-démocrates tentent de faire des voix à partir de cette aspiration n'a rien de bien étonnant.

Le parti socialiste français prend ainsi position pour la semaine de 35 heures sans diminution de salaire. Revendication bien audacieuse pour ce parti. En fait, il convient de rappeler qu'il était beaucoup plus réticent sur cette question dans les mois précédant les législatives, alors qu'il comptait parvenir au pouvoir à brève échéance. Les élections européennes ont le mérite pour lui d'être, en quelque sorte, un coup pour rien : on peut toujours promettre, on ne sera pas au pouvoir pour être contraint de tenir. La position du PS n'est d'ailleurs pas suivie totalement par les dirigeants confédéraux de la CFDT ; ceux-ci ont une attitude beaucoup plus ambiguë sur la question «avec ou sans perte de salaire». Il est vrai que

nombre de ces dirigeants sont plus proches de Rocard, dont le discours est plus ouvertement favorable à l'austérité.

L'argument commun de ces tenants de la social-démocratie est qu'il serait plus facile de faire adopter la semaine de 35 heures dans l'ensemble de l'Europe que dans un seul pays : les effets sur la capacité concurrentielle, désastreux pour un pays, se trouveraient en quelque sorte compensés si l'ensemble des pays se mettait d'accord pour une réduction concertée d'horaires. Cette argumentation est fautive à deux titres.

NE PAS SE TROMPER DE CIBLE

Tout d'abord, une décision au niveau européen ne peut être prise que si l'ensemble des gouvernements est d'accord. Par exemple, même si, par souci démagogique, le Parlement de Strasbourg émettait un vœu dans ce sens, il n'est nullement habilité à prendre des décisions qui ont force de loi.

En l'occurrence, c'est seulement l'ensemble des gouvernements qui peut, à l'unanimité, prendre une mesure de ce type. Pour le prolétariat de chaque pays, c'est donc bien sa propre bourgeoisie qui doit rester la cible à atteindre dans l'affaire. C'est la bourgeoisie française qui, en définitive, décidera de l'instauration en France de la semaine de 35 heures si les luttes l'y contraignent.

Enfin, les propos des sociaux-démocrates sèment la confusion sur un deuxième point. C'est qu'on n'a jamais vu la bourgeoisie accorder de plein gré une revendication, surtout d'une telle importance. Si les 35 heures sans diminution de salaire peuvent être obtenues, ce ne peut être qu'à l'issue de luttes résolues de la classe ouvrière. Le renforcement de la concertation des bourgeoisies européennes amène les travailleurs d'Europe à envisager des revendications communes. Mais celles-ci ne pourront être obtenues sans lutte.

F.N.

● Segard contre les grévistes des PTT

Répondant à une question orale posée par un député inquiet des «grèves incontrôlées» Segard, ministre des PTT s'est déclaré prêt à intervenir contre les grèves déclenchées par une «minorité agissant hors des formes légales». Pour le maintien du service public, bien entendu. «La sauvegarde du monopole est à ce prix» devait-il ajouter. Autrement dit pas de grèves aux PTT sinon c'est la privatisation qui vous guette. Tous les prétextes, tous les chantages sont bons pour s'attaquer sous une forme ou sous une autre au droit de grève (comme récemment pour la télévision) et au droit de manifestation.

CHIRAC PROMU

Jacques Chirac vient d'être élu pour deux ans président de l'Association internationale des maires et responsables des capitales et métropoles francophones.

GISCARD VOYAGE

Tournée électorale pour le théoricien de

la démocratie française. Giscard doit se rendre ce 4 mai dans le Sud-Ouest, le 8 mai à Orléans pour la fête de Jeanne d'Arc, le 15 mai en Alsace. Le 26 mai, il fêtera dans un village breton le cinquième anniversaire de son accession à la présidence de la République, et le 27 mai, il inaugurerà à Rouen la place du Vieux-Marché, où a brûlé Jeanne d'Arc.

abonnez-vous



**LA CARTE D'ABONNE AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT**

A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRM
- *Pékin information*
- *La Chine en construction*
- Réception du *Manifeste pour le Socialisme*

et à un livre ou un disque au choix (pour chaque réabonnement, un cadeau supplémentaire au choix)

PARMI LES LIVRES

— LE TOME V DE MAO TSE TOUNG

- ou
- *La France de 68* (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- *Kuo Mo Jo* : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- *Adieu camarades* (Roger Pannequin)
- *Argentine : Révolution et contre révolution* (F. Gèze/A. Labrousse).
- *Safaire aux pièces* (Miklos Harastzi)
- *Ecoles rurales, quel avenir* (Collectif «école formation» de Grenoble)
- *Nucléaire danger immédiat* (CFDT) et *électronucléaire danger* (groupe de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire).

PARMI LES DISQUES

- *L'homme qui regarde son pays d'exil* (Higinio Mena, chants argentins)
- *Chants anti-nucléaires* (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et *Argentine Solidarité* (COBAS)
- *Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie* (Hedi Guella)
- *Ils se meurent nos oiseaux* (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée noire).

Nom (en capitales).....

Prénom.....

Ville.....

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : — en une fois — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 668 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois.

**téléphonez
au
quotidien
636 73 76**



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N° 668 J
CCPN° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commissariat Paritaire : 56 942

LUTTES OUVRIERES

Longwy : après les affrontements du 1^{er} mai

«Se donner les moyens de faire durer le blocage d'Usinor-Senelle»

Toute la journée du 1^{er} mai, des sidérurgistes de Longwy ont affronté les CRS autour du commissariat. Ces affrontements revêtent une signification particulière dans la mesure où ils interviennent alors que la grève des aciéristes à Usinor-Senelle se poursuit. La question que chacun se pose c'est de savoir si nous sommes entrés dans une période de renouveau de la lutte et comment les affrontements de mardi s'inscrivent dans ce deuxième souffle entamé par le blocage d'une partie de la production.

«Pour comprendre ce qui s'est passé mardi, nous dit un militant de la CFDT, il faut savoir que depuis une semaine, depuis qu'Usinor-Senelle est bloquée par la grève, la police locale a été renforcée par des nombreux CRS prêts à intervenir». Cette présence policière, la CFDT et avec elle bon nombre de sidérurgistes jugent intolérable et dangereuse pour la lutte en cours. L'opération coup de poing de mardi était donc décidée pour affirmer avec force qu'une intervention des flics sur Usinor ne serait pas acceptée et leur départ des abords de l'usine.

EXIGER LE DEPART DES CRS

Dès 6 heures du matin, mardi, cent à cent cinquante militants et sympathisants de la CFDT avaient donc obstrué le pont de Longwy-Bas afin d'empêcher les CRS, encasernés à Thionville, de relever leurs collègues qui avaient passé la nuit à Longwy. Les flics ne tenteront pas de passer le barrage de camionnettes et d'engins empruntés à Usinor, et contourneront l'obstacle pour pénétrer en ville par un autre chemin. Ils y parviendront finalement en profitant de la panne d'un engin utilisé par les sidérurgistes. C'est à partir de ce moment là que les affrontements commenceront vraiment aux abords du commissariat. «On ne cherchait pas la bagarre à tout prix, mais on voulait quand même faire savoir que les CRS n'

n'en voulait pas à Longwy». Les affrontements se poursuivront toute la journée, les manifestants utilisant la déclivité du terrain particulièrement forte aux abords du repère policier pour faire rouler en direction des flics fûts de bière métalliques et pneus enflammés.

R.L.C.A. NE SAIT PAS RECONNAITRE LES ELEMENTS EXTERIEURS

Radio Lorraine Cœur d'Acier, (RLCA) ne cessera d'attaquer la CFDT pour sa participation aux affrontements. Dans la journée de mardi, les dirigeants de l'UL CGT sortirent un tract indiquant que les actions en cours étaient le fait de provocateurs à la solde de Bonnet et que seulement quelques militants de la CFDT s'y étaient joints... Et plus tard, en fin d'après-midi, viendra une confirmation complémentaire : les affrontements avaient pour but de saboter le rassemblement organisé par la CGT. Dès mercredi soir, un responsable de la CFDT répondra sur les ondes de *Radio SOS Emploi* que les éléments extérieurs à Longwy «c'étaient les CRS, pas les manifestants».

DES MILITANTS DE LA CFDT EXCLUS DU CORTEGE DU 1^{er} MAI

Le rassemblement du 1^{er} mai à Longwy ne devait d'ailleurs pas être un succès. 500 à 800 personnes seulement ont dé-

filé et 300 seulement devaient participer au rassemblement qui a suivi. Sans doute une bonne part des manifestants, déjouant le barrage mis en place par la direction CGT, s'est alors rendue aux abords du commissariat, qui «pour voir», qui «pour participer».

La direction CGT était si furieuse de ce qui se passait à Longwy-bas que, perdant tout sang-froid, elle tentait d'empêcher un certain nombre de militants de la CFDT de défilé alors que leur syndicat était co-signataire de l'appel : «Vous n'avez rien à faire ici, allez donc au commissariat avec vos chefs !» devait d'ailleurs lâcher un gros bras. Les mêmes tenteront d'empêcher les militants du PCR ml de diffuser un tract.

CLIMAT DE DIVISION SYNDICALE

Bien qu'au total des centaines de travailleurs aient participé aux affrontements à un moment où à un autre, dans la journée de mardi, et que des milliers y aient assisté avec plus ou moins de sympathie, on peut se demander pourquoi il n'y a pas eu une participation plus large encore. «C'est certain que l'aggravation des divisions syndicales à laquelle on assiste depuis quelques semaines freine la mobilisation des sidérurgistes» nous dit ce militant de la CFDT.

SE DONNER TOUTES LES CHANCES DE GAGNER

Les divisions entre la CGT et la CFDT portent notamment sur la manière de poursuivre le blocage de la production, entamé par la grève des aciéristes et suivi du lock-out de toute l'usine. «Ce blocage, nous à la CFDT, dit ce délégué de Senelle, nous y

tenons, il faut tout faire pour le faire durer. La CGT ne dit pas le contraire, mais elle s'y prend de telle manière que cela revient au même». Le piquet de grève mis en place par la CGT, à la porte B, porte principale d'Usinor-Senelle était de ce point de vue particulièrement caricatural. Ceux qui le tenaient, au lieu de chercher à convaincre les non-grévistes de rallier le mouvement et d'y participer activement, se contentaient d'affirmer «maintenant c'est la grève, cela ne se discute pas».

Mercredi, aux premières heures, à l'occasion de l'assemblée générale des gares de Senelle, convoquée devant la porte B, la CFDT envisageait de poser quelques questions concernant l'unité syndicale et la poursuite du blocage de la production.

UN NOUVEAU 23 MARS A LONGWY ?

L'unité syndicale ne peut pas non plus se réaliser sur d'autres propositions que défend la direction CGT depuis quelques jours. N'essaye-t-elle pas, par exemple, de propager l'idée qu'il faut préparer une espèce de nouvelle marche comme celle du 23 mars mais qui convergerait à Longwy cette fois ? Certes, il faut être à même pour que la lutte se prolonge, de proposer une série d'objectifs, mais de là à ressortir le truc de la marche dont l'inefficacité a fait ses preuves le 23 mars à Paris ! Certains disent que les militants du PCF dans la CGT cherchent à faire traîner les choses jusqu'au 10 juin, date des élections européennes. Comme relais d'ici là, il y a la venue de Marchais à Longwy le 22 mai...

François MARCHADIER

SOLMER (FOS/MER) : LA DIRECTION PROPOSE LA REPRISE DU TRAVAIL SANS DISCUSSION DES REVENDICATIONS

Mercredi, la direction de la Solmer faisait des propositions de reprise du travail, 200 F de prime si la production dépasse les prévisions pour mai et juin, possibilité de se faire pointer en congés payés pendant la période de chômage technique ; la moitié des pertes de salaire dues au chômage pourront être étalées sur 6 mois. Aucune revendication n'a été discutée ni aucune assurance sur les procédures de licenciements ; c'est donc dans ces conditions que la direction appelle à reprendre le travail pour vendredi matin. Toutefois, une AG se tenait jeudi matin pour examiner la suite de la lutte et soutenir les deux

délégués qui lesquels pèse la menace de licenciement pendant la réunion du comité d'entreprise. Une déclaration commune a été faite le 2 mai par la CFDT, la CGT, la CFTC et FO à la réunion avec la direction :

«La reprise du travail ne peut dépendre que de la direction de Solmer. Les salariés de l'entreprise sont en chômage technique. Ce chômage technique a été voulu et décidé par la seule direction qui a accentué sa pression sur les travailleurs par 8 menaces de licenciement. Les organisations syndicales défendent l'intérêt du personnel et demandent le paiement du chômage, l'arrêt des procédures de licenciement, l'ouverture de négociations sur les revendications du personnel et le démarrage de l'entreprise comme son arrêt est du seul ressort de la direction».

Et s'adressant à la direction, la déclaration poursuit : «La seule solution acceptable serait donc que vous payez ce chômage technique que vous avez voulu. Toute autre décision, même si elle pouvait limiter la perte de salaire subie par les travailleurs, ne vise qu'à enterrer les revendications profondes de ceux-ci, et pire encore, le droit de se battre pour des objectifs qu'ils croient justes. En un mot, elle leur re-

tirerait une part de leur dignité d'homme et de travailleur. De ce fait, les travailleurs et leurs organisations syndicales n'accepteront jamais qu'un seul de leurs camarades soit licencié. Sur le fond vous savez qu'il n'y a qu'une seule manière de régler les conflits à Solmer : d'abord respecter dans les faits, le droit des travailleurs de s'organiser, de faire grève en mettant un point d'arrêt aux licenciements et aux sanctions, en mettant un arrêt au chômage technique qui vide le droit de grève de son contenu puis discuter effectivement des revendications des travailleurs de Solmer».

Les accidents en mer

500 000 tonnes de pétrole à la mer

L'institut français des pétroles (IFP), vient de mettre en banque toutes les données sur les accidents en mer. Traitées par ordinateur, elle font apparaître une importante sous-estimation des évaluations précédemment fournies par l'Académie des sciences des USA. Cette dernière indiquait en effet que le tonnage de pétrole répandu en mer à la suite des accidents s'élevait à 300 000 tonnes, alors que l'IFP et son nouveau traitement des informations donne 500 000 tonnes. Pour parvenir à ce résultat, l'IFP a analysé les quelque 400 accidents survenus en mer depuis 1955, dont le plus grave par la quantité d'hydrocarbures rejetés est celui de l'Amoco Cadiz le 16 mars 1978,

avec 223 000 tonnes ! Encore que selon l'IFP, tous les accidents ne sont pas recensés, certains restant soigneusement cachés, ou faisant l'objet de fausses déclarations.

De l'analyse de l'institut, il ressort que c'est la côte atlantique de l'Europe qui subit le plus les méfaits de cette pollution que les scientifiques dénomment «pollution chronique» ; la côte européenne a en effet le triste privilège de recevoir 76 % des déversements, et 40 % des accidents se produisent à sa proximité. La Méditerranée semble la moins touchée, avec 7 % des accidents et 4 % des déversements ; mais étant fermée, elle présente une vulnérabilité d'autant plus grande.

L'IFP, dans son analyse, met en relief ce que d'autres savaient déjà, la responsabilité écrasante des compagnies de complaisance dans cette pollution ; ainsi, Chypre qui ne compte qu'un dixième de la flotte pétrolière accuse 1,6 % des accidents et 21 % de déversements par rapport à la quantité transportée. Par contre le Libéria (mis en cause encore avec le naufrage du *Gino* le 29 avril) qui transporte 32 % du pétrole par voie maritime, est impliqué dans 25 % des accidents mais seulement pour 1 % des déversements. L'IFP montre également que passé l'âge de 15 ans, le pétrolier devient particulièrement polluant et sujet à accident.

Encore que cette analyse

ne prend en compte que les accidents ou déversements causés par des pétroliers. Mais avec une correction en hausse de 40 % sur les chiffres qui faisaient référence en la matière (ceux de l'académie des sciences des USA), il y a tout lieu de craindre que la pollution dans son ensemble n'ait été sous-estimée, les causes recensées par l'IFP n'intervenant que dans une proportion de 5 % seulement ; toujours selon l'Académie américaine, la pollution totale par hydrocarbures atteignait en 1973 quelque six millions de tonnes (retombées atmosphériques, exploitations off-shore, carenages, suintements...) L'avenir de la mer est décidément bien sombre.

Procès Flatto-Sharon... sans Flatto-Sharon

Cinquante milliards de centimes, tel est le montant approximatif des escroqueries et fraudes fiscales, dont les responsables passent en procès à partir de ce mercredi, à la 31^e chambre correctionnelle de Paris. Des PDG, cadres supérieurs, administrateurs de sociétés, sans oublier un notaire, un sculpteur ou une parapsychologue, au total 22 personnes sont impliquées dans cette énorme fraude immobilière. Mais tous ne seront pas dans le box des accusés : quatre de ces délinquants en col blanc sont en fuite ; parmi eux, Samuel Flatto-Sharon, actuellement député au Parlement israélien, après avoir fait l'objet de cinq condamnations et de trente cinq mandats d'arrêt en France.

A l'origine de l'affaire, la découverte, en 1971, par des inspecteurs de la brigade fiscale, qu'une société de promotion immobilière est domiciliée... dans un terrain vague. Il faudra ensuite plusieurs mois pour démêler l'écheveau de sociétés de promotion, de gestion, de construction-vente, la plupart très éphémères, nécessaires à la

réalisation de la fraude. Son principe consiste, pour le groupe immobilier de Flatto-Sharon, le groupe Lefort et Lefort-Expansion, à acheter un terrain par l'intermédiaire d'une première société, puis à le revendre aussitôt cinq fois plus cher à une société civile immobilière du groupe. Pour payer la différence, le groupe emprunte à

la Société auxiliaire hypothécaire, dépendant du groupe d'assurances La Paternelle. Cet argent va servir ensuite à réaliser de nouvelles opérations immobilières et donc à demander de nouveaux prêts. Ou bien il sera recyclé à l'étranger ; ou encore il permettra de s'assurer des amitiés fort utiles pour obtenir des permis de construire dans des délais record ou faire tripler la valeur du coefficient d'occupation du sol (COS) d'un terrain. Une fois bâti, le terrain est revendu pratiquement sans bénéfice ; donc pas d'impôt à payer. Seule la première société impliquée aurait à en payer mais cette société-bidon n'a pas fait de déclaration et s'est empressée de disparaître... Fraude fiscale donc à grande échelle et

escroquerie de 450 millions au détriment de La Paternelle.

Des trois têtes pensantes de l'opération, seul Rebottier, PDG du groupe Lefort, sera au procès. Cet ex-président de chambre au tribunal de commerce de Paris n'a pas trop longtemps moisi sous les verrous ; au bout de deux mois d'incarcération, il a été mis en liberté après versement d'une caution de...deux millions de NF. Un deuxième organisateur, Tibor Hadju, s'est enfui. Quant à Flatto-Sharon le gouvernement français a choisi de l'expulser avant d'avoir à le faire arrêter. Pas de révélations à attendre donc dans ce procès qui réunira surtout des comparses.

Un an après les faits, les mêmes questions

Heidy torturée, par qui ? pourquoi ?

Le 21 mars 1978, une jeune femme de nationalité allemande, Heidy, qui s'était enivrée pour compenser son état dépressif, est embarquée contre son gré par Police-secours. Sortie indemne de son appartement parisien, on retrouvera Heidy plusieurs heures plus tard, gravement mutilée par plusieurs brûlures au deuxième et troisième degré. Frappée d'amnésie, Heidy ne se souvient pas des moments qui ont suivi son embarquement par les flics.

Elle portait plainte contre X, et un collectif de solidarité se formait pour chercher et faire connaître la vérité sur ce cas de torture absolument intolérable.

Après une intimidation du ministère de l'Intérieur à l'encontre des journaux, qui feraient, au moment des faits, des insinuations à l'encontre de ses services, l'instruction remise à un juge d'instruction spéciali-



La manifestation des femmes en solidarité avec Heidy Kampf

sé dans les affaires «politiques» avance très lentement.

Il était systématiquement fait obstruction aux demandes des avocats de Heidy, tout en cherchant à la rendre suspecte, ainsi que son ami ! De multiples intimidations ont eu lieu à l'encontre de l'entourage de Heidy, licenciée quelque temps après les faits. Or, sans travail (elle est

toujours au chômage), elle est susceptible d'être obligée de quitter la France. Voilà qui pourrait arranger les affaires de ceux qui ne sont pas du tout pressés de voir la vérité éclater au grand jour.

Alors, que s'est-il passé le 21 mars 1978 ? Une question qui reste toujours sans réponse. Elle est peut-être à rechercher du côté de la psychose «anti-

terroriste» de cette époque, au moment où les flics de RFA, dans une importante campagne de délation, cherchaient avec insistance des personnes prétendues être de la RAF. Toute Allemande pouvait alors être suspectée...

Heidy a-t-elle subi ce qui était réservé à ces suspects ? Renouerait-on avec des méthodes employées pendant la guerre d'Algérie ? En tous les cas, les faits sont trop graves pour tolérer le silence.

P.C.

Le Collectif Femmes Solidarité avec Heidy, a publié une brochure : «Heidy torturée. Nous avons quelque chose à dire !», qui relate tous les événements, les témoignages, des pièces du dossier d'instruction... Pour se la procurer : MLAC 34 rue Vieille-du-Temple. 75 004 Paris. (10 francs.).

Librairie populaire (Paris)

DEBAT LE SAMEDI 5 MAI A 15 HEURES
«LITTÉRATURE OUVRIÈRE,
LITTÉRATURE PROLETARIENNE
HISTOIRE D'UN DEBAT
QUELLE REALITE AUJOURD'HUI...?»

Avec Paul A. Loffler, du groupe des écrivains et artistes révolutionnaires qui se constituait dans les années trente, et une interview de Henri Poullaille (*Nouvel âge littéraire*, 1930, *Les damnés de la terre* etc.)

Avec des écrivains ouvriers d'aujourd'hui : Graziani, (*Poèmes ouvriers*), Aïsha, Nicolas Dubost (*Flins sans fin* chez Maspéro)... etc

23 rue Saint-Sauveur. 75 002 Paris. Tel 508 82 87.
M^o Réaumur Sébastopol ou les Halles.

● Intervention policière au siège d'Action Vidéo 78

Communiqué

Le mardi 24 avril 1979, quatre policiers du SRPJ de Versailles, munis d'une commission rogatoire pour enquêter sur les activités de Radio Clémentine, ont perquisitionné au siège de l'Association Action vidéo 78.

Après interrogatoire du président d'AV 78, les policiers se sont emparés d'un appel des «Amis de la Radio», association sise en mairie de Sartrouville et qui rassemble plusieurs dizaines de groupes, comités, partis, syndicats et plusieurs centaines de personnes soutenant l'expérience de Radio Clémentine.

C'est bien entendu notre appartenance à ce mouvement ainsi que le fait d'avoir produit un vidéogramme sur «Othis, une radio pour survivre» qui nous ont valu ces tracasseries juridico-policières.

Action vidéo 78 proteste énergiquement contre les attaques réitérées du pouvoir visant les libertés et le droit d'association.

Action Vidéo 78

● Centrale de Belleville-sur-Loire : les travaux n'ont toujours pas cessé

Quinze jours après la décision du tribunal administratif d'Orléans de surseoir à l'exécution du permis de construire de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire (Cher), les travaux se poursuivent ; de nouvelles entreprises ont même fait leur apparition sur le chantier. Aussi, l'Association pour la défense de la qualité de la vie du Val-de-Loire vient de porter plainte contre X... avec constitution de partie civile.

● USA : fuite d'eau radioactive

La décision d'arrêter provisoirement huit centrales nucléaires pour des raisons de sécurité est-elle suffisante ? On peut se le demander après le nouvel incident qui s'est produit mardi 1^{er} mai à la centrale de Zion I, près de Chicago (Illinois) : 3 000 litres d'eau radioactive se sont échappés du réacteur tout en restant confinés dans son enceinte. Cette fuite a provoqué une émission de gaz radioactifs dans l'atmosphère. Selon la direction de la centrale, il n'y a pas eu contamination du personnel au cours de cet incident.

● Journée d'action des éducateurs de prison

D'un côté le recrutement connaît une baisse sensible : 31 postes au concours en 1979 contre 90 en 1975. De l'autre les poursuites disciplinaires se multiplient contre les éducateurs qui refusent de faire de la répression ; sans parler du manque de locaux, de la diminution du remboursement des frais de déplacement reflétant la pénurie budgétaire. Pour faire connaître tous ces problèmes, le SNEPAP (syndicat national d'éducation et de probation de l'administration pénitentiaire) organisait mercredi une journée d'action.

Nicaragua : la dictature en sursis

LE FRONT SANDINISTE A L'OFFENSIVE



«L'unité des sandinistes est le coup final porté à la tyrannie somoziste et le premier pas fait pour que le soleil, la terre, et le futur reviennent à un peuple qui s'est donné le droit d'être le maître et l'architecte d'une nouvelle histoire»

Du 7 au 14 avril dernier, le Front sandiniste de Libération nationale a pris le contrôle et occupé la ville d'Esteli, à 150 km au Nord de Managua. Après une bataille acharnée, le Front est parvenu à briser l'encerclement de la ville par la Garde nationale, lui infligeant de lourdes pertes, puis s'est retiré. Depuis, les harcèlements contre la Garde nationale se poursuivent dans tout le pays, y compris dans la capitale Managua. Cette nouvelle offensive fait suite à une aggravation de la crise politique et économique au Nicaragua et à un isolement croissant de la dictature de Somoza.

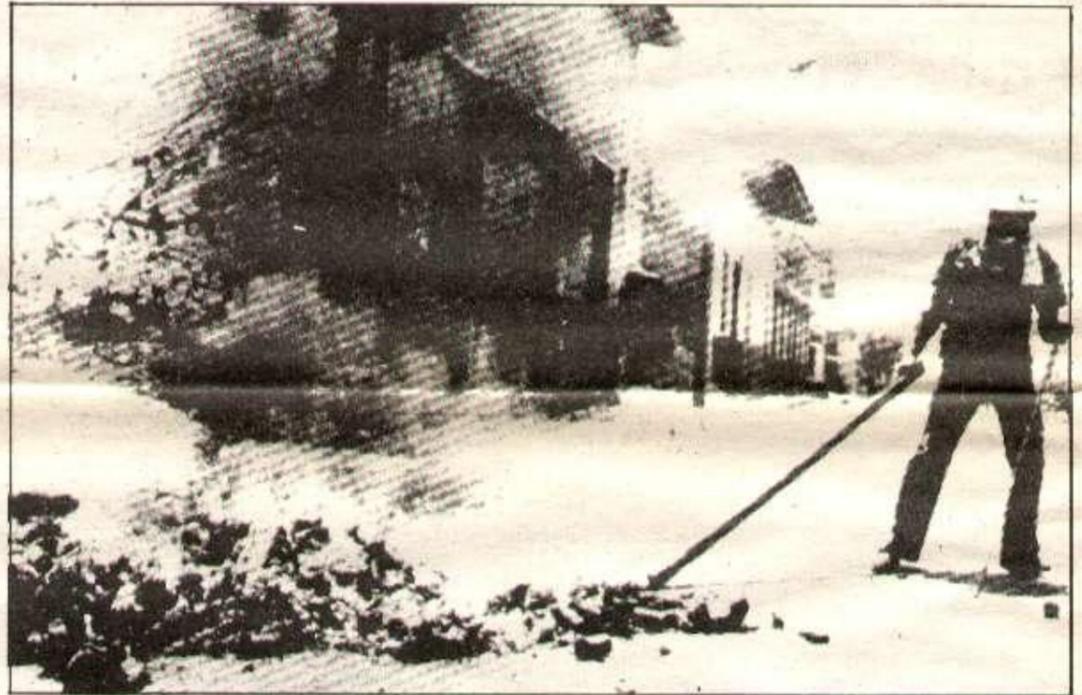
L'insurrection de septembre dernier, réprimée dans le sang, a renforcé la détermination de la population d'en finir avec Somoza. Depuis, la lutte s'est développée sur deux plans. D'abord, la poursuite des offensives armées du Front, sous forme de coups de main, d'embuscades, d'attaques diverses, de façon à obliger la Garde nationale somoziste à être constamment sur le qui-vive et à être plus mobile. En effet, pour le Front sandiniste de libération nationale, les événements de septembre n'étaient que «la première phase d'un processus insurrectionnel» et il ajoutait à l'époque : «Il n'y aura pas de répit. Demain, nous allons porter d'autres coups et développer de façon graduelle l'offensive générale enclenchée».

La deuxième bataille d'Esteli

Effectivement, il n'y a pas eu de répit. Entre septembre et la deuxième bataille d'Esteli en avril, le Front semble avoir renforcé son armement lourd. A

Esteli, une défense anti-aérienne a fait son apparition et le Front a abattu deux avions C 47 de la Garde nationale. Elle aurait également disposé d'un tank. L'attaque d'Esteli s'est faite par surprise, de telle sorte que la garnison de la tacerdia est restée clouée sur place, dans ses cantonnements. Le commandement de la garnison, accusé de «négligence grave dans la défense de la ville», a d'ailleurs été démis de ses fonctions. La ville a été occupée par seulement 300 militants du Front, avec l'appui de la population.

La répression qui s'est abattue sur Esteli a été tout aussi sanglante qu'en septembre. D'après certains témoignages, la Garde nationale a utilisé le napalm en quelques endroits. Avoir entre 15 et 25 ans au Nicaragua est aujourd'hui un crime, passible de l'assassinat immédiat, car Somoza est convaincu que toute la jeunesse est avec le Front sandiniste. Somoza a refusé à plusieurs reprises l'intervention de la Croix-rouge pour évacuer les civils, alors que l'eau et le ravi-



Un membre des services sanitaires regarde brûler les cadavres restés dans les rues d'Esteli

taillement commençaient à manquer. Cependant, les pertes du Front n'ont pas été trop élevées et la répression porte à son comble la haine du peuple contre la dynastie Somoza.

L'orientation tactique du Front sandiniste

Il reste que les coups de boutoir successifs, qui indéniablement affaiblissent la dictature, sans parvenir à l'abattre, sont d'un prix élevé en particulier pour la population civile. Ils montrent également que le déséquilibre en matière d'armement n'est pas encore surmonté. Dès lors, on peut s'interroger sur l'orientation du Front à l'avenir. Deux hypothèses sont possibles, sans qu'aucune des deux n'implique un renoncement à la lutte armée.

S'agit-il toujours de déclencher l'insurrection, de répéter septembre en gagnant, ce qui pourrait impliquer par exemple, l'implantation de zones libérées, à proximité des frontières du Honduras et du Costa Rica ? Ou bien, la lutte armée occupe-t-elle désormais une place moindre, en attendant que la situation politique mûrisse encore et en particulier que des fissures plus nettes apparaissent dans la Garde nationale ? Cette deuxième hypothèse impliquerait la poursuite des harcèlements armés de la Garde nationale, mais conduirait à mettre l'accent sur des

formes de luttes différentes, à travers les syndicats, le Mouvement peuple uni, et le Mouvement des femmes Ampronac. Il est évident que la situation concrète dictera l'une ou l'autre hypothèse.

Mais il faut remarquer que les tentatives ont eu lieu pour occuper une bande de territoire même réduite, à la frontière du Costa Rica, en vain. Cela aurait permis l'entrée massive des 60 000 réfugiés dans ce pays, tous sympathisants ou militants actifs du Front sandiniste. Il n'a pas été possible pour l'instant de faire sauter ce verrou, qui en fait commande l'accès à Managua. Une tentative similaire du côté du Honduras est plus difficile en raison des conditions géographiques.

Par ailleurs, la question de l'approvisionnement en armes pourrait se poser en termes plus délicats pour le Front, depuis que Luis Herrera a remplacé Carlos Andres Pérez à la présidence du Venezuela.

Cependant, depuis le retrait des sandinistes d'Esteli, on constate une poursuite des offensives militaires du Front, dans les coins les plus divers du pays, à l'Est près de Masaya, dans le Nord près du Honduras et dans la capitale même. Cela oblige la Garde nationale à sortir de ses casernes et à se disperser, ce qui la rend plus vulnérable.

L'unification des 3 tendances du Front

Quelle que soit la forme précise que prendra l'action politico-militaire du Front dans les prochaines semaines, il faut souligner l'importance de la décision prise en mars dernier, par les trois tendances du Front (guerre populaire prolongée, prolétariat et tendance terroriste) de s'unifier. Dans un communiqué daté du 22 mars 1979, «quelque part au Nicaragua», la direction nationale commune du FSLN déclare :

«Après l'insurrection de septembre, les différences internes qui constituaient des obstacles à la victoire, ont peu à peu été dépassées... Aujourd'hui, en réponse aux nouvelles manœuvres et à la résistance criminelle et malhonnête de Somoza qui refuse de donner le pouvoir au peuple, en réponse à l'hésitation de certains secteurs traîtres et lâches qui trouvent intérêt à maintenir les règles du système d'oppression, le Front sandiniste de libération nationale décide, en une étape historique d'une particulière importance, d'intégrer le FSLN en une seule organisation et sous une seule direction, une seule stratégie.»

(à suivre)

Offensive pour le 1^{er} mai

Les combattants sandinistes ont lancé une nouvelle opération en occupant plusieurs quartiers de Léon, seconde ville du pays à 90 kms de la capitale Managua dans la nuit de dimanche à lundi. Les guérilleros, au nombre de cent cinquante, ont décroché en protégeant leur repli grâce à des francs tireurs qui repoussaient la garde nationale.

Lundi matin, l'aviation de Somoza a selon son habitude effectué des opérations de représailles contre la population civile en bombardant plusieurs quartiers de cette ville.

Mardi, pour le 1^{er} mai, le dictateur a interdit toutes les manifestations. En même temps, il faisait arrêter plusieurs personnalités de l'opposition, notamment des dirigeants syndicalistes et les dirigeants du Front élargi d'opposition. Somoza a pris la parole au cours d'un rassemblement qu'il a organisé, promettant des «réformes sociales». Pendant ce temps, de violents combats ont eu lieu en plusieurs points de la capitale entre les guérilleros et la Garde nationale.

IRAN

LE 1^{er} MAI CELEBRE POUR LA PREMIERE FOIS DEPUIS 50 ANS

Le 1^{er} mai a été célébré pour la première fois depuis 50 ans en Iran. Plusieurs manifestations ont eu lieu regroupant différentes tendances politiques et religieuses. D'autre part, l'Ayatollah Moutahari a été assassiné mardi soir. Selon le journal iranien *Ayandegan*, il aurait été l'un des membres du Conseil révolutionnaire islamique, dont la composition est toujours tenue secrète. L'attentat a été

Diverses manifestations regroupant chacune plusieurs dizaines de milliers de participants ont marqué la célébration du 1^{er} mai à Téhéran. L'organisation des Moujahidin du Peuple regroupait ses militants et sympathisants dans le complexe industriel de Karadj, à une trentaine de kilomètres de la capitale. A cette occasion, ils ont fait connaître leur intention de se transformer en «parti prolétarien». Au même moment un rassemblement appelé par le parti républicain islamique réunissait différentes tendances et différentes personnalités du mouvement religieux : partisans de l'ayatollah Chariat Madari, de l'ayatollah Taleghani et l'économiste Bani Sadr. Ce dernier a récemment attaqué le directeur de la radio, télévision Ghotbzadeh dans le journal *Ayandegan*. Il l'a accusé d'avoir exercé une censure à son encontre pour l'empêcher de poursuivre le dialogue qu'il avait entamé à la télévision avec les représentants d'autres formations politiques. «La censure», écrit-il dans sa lettre au journal iranien, «est la pire des cruautés que l'on puisse infliger à un peuple. Ce dernier a dès lors le droit sacré de recourir à la lutte armée, voire au jihad (guerre sainte), pour obtenir sa suppression». Le petit-fils de Khomeiny également demande l'éviction de Ghotbzadeh de son poste pour avoir instauré une censure «indigne de la révolution islamique».

Quant à la manifestation qui portait de la «Maison des travailleurs» elle regroupait, ouvriers, chômeurs, élèves, lycéens et étu-

dians aux cris de «le prolétariat doit être uni». Cette manifestation, véritable commémoration ouvrière du 1^{er} mai, était appelée par la coordination des syndicats ouvriers et des chômeurs soutenus par les organisations marxistes-léninistes, l'organisation des Feddayin du Peuple, le Front National Démocratique (scission de gauche du Front National) et l'Union des Femmes. Le Toudeh, lui, appelait à une manifestation qui saluait la

revendiqué par le même groupe qui avait revendiqué l'assassinat du général Gharani, ancien chef d'état major de l'armée iranienne : l'organisation islamique clandestine Forghan. L'annonce de la rupture des relations diplomatiques avec Le Caire par Khomeiny a été saluée par le représentant permanent de l'OLP à Téhéran.

«république islamique» et devait déboucher sur la place de l'imam Hussein où se déroulait le meeting des formations musulmanes.

A l'occasion du 1^{er} mai un ouvrier rappelait qu'il s'agissait de la première commémoration de la fête du travail en 50 ans de dictature : «Les autres années on se donnait rendez-vous chez l'un, chez l'autre. Rien que des amis triés sur le volet, il fallait faire at-

tention à la Savak. Et on parlait de nos problèmes, de la signification du 1^{er} mai, du jour où on le fêterait». Des dizaines de milliers de travailleurs ont défilé, exigeant la nationalisation des terres et des entreprises étrangères, la reconnaissance du droit à la grève, le droit au travail pour tous, la participation des travailleurs à la rédaction de la constitution, la démocratisation des mass-média.

F.R.

Afghanistan : un hélicoptère soviétique abattu par les rebelles



«Plus nous seront attaqués, plus nous demanderons l'aide fraternelle des pays socialistes» a déclaré le Premier ministre du gouvernement pro-soviétique d'Afghanistan. D'après ce document, on voit en effet qu'il y a du matériel à remplacer, et que dans son agression dans ce pays, l'URSS n'est pas au bout de ses peines !

GRANDE-BRETAGNE

SCRUTIN SERRE

Alors que le résultat des élections générales ne sera connu que vendredi, les derniers sondages soulignent une nette remontée des travaillistes qui prennent 0,9 % aux conservateurs. Ce sondage recueilli sur les intentions de vote, à la fin de la semaine dernière, crédite les travaillistes de 43,1 % des suffrages alors que les «tories» donnés largement gagnants au début de la campagne, n'obtiennent que 42,2 %. Cependant les voix perdues par les conservateurs ne bénéficient pas qu'au seul parti de Callaghan mais profitent plus aux libéraux. Interrogé sur le résultat des élections,

le Premier ministre a déclaré : «Perdre les élections ? Une chose pareille est inconcevable... Les sondages commencent à confirmer ce que j'ai toujours dit».

Quel que soit celui des deux grands partis qui remportera les élections, il le fera avec une très faible majorité, ce qui l'obligera à s'appuyer au Parlement sur les libéraux ou sur les partis régionalistes gallois et écossais. Callaghan avait eu recours au parti libéral pour garder une majorité au parlement. A cet effet il avait signé le pacte «Lib-Lab» (Libéraux-Travaillistes) en 1977. Ce dernier

était rompu en août dernier ; privés de l'appui des libéraux, les travaillistes étaient mis en minorité 6 mois plus tard. Les sondages accordent 12 % aux libéraux. L'alternance des deux partis au pouvoir est une des causes du peu d'enthousiasme soulevé par la campagne auprès des électeurs. En effet les programmes des deux partis étant sensiblement les mêmes à peu de choses près, seule l'augmentation du taux d'abstention reflètera le degré de rejet du Parti travailliste. Ce dernier a perdu une part importante de son électorat ouvrier, qui déçu par l'application stricte du programme d'aus-

térité travailliste, préfère se réfugier dans l'abstention. Les milieux de la grande bourgeoisie, notamment financière, trouvent eux que Callaghan n'en a pas fait assez pour empêcher les grèves et qu'il ne donne plus de garanties suffisantes de contrôle des syndicats. A l'annonce de la publication des derniers sondages donnant une légère avance à Callaghan, la bourse de Londres a réagi par une baisse de la livre et une chute de 9 points de presque toutes les valeurs mobilières.

Frank ROUSSEL

● Sahara : négociations tous azimuts

Alors que le Front Polisario a récemment remporté de nouveaux succès sur le terrain contre l'occupant marocain, il semble que les tentatives de négociations se multiplient actuellement. C'est ainsi que Mohamed Abdelaziz, secrétaire général du Front Polisario, a rencontré lundi le Premier ministre espagnol Suarez. Celui-ci a remis en cause les accords de Madrid de 1975 par lesquels l'Espagne en tant que puissance coloniale avait consacré le partage et l'annexion du Sahara Occidental. Suarez a reconnu qu'il y avait toujours «un problème de décolonisation» et s'est déclaré favorable à l'autodétermination des Sahraouis.

En même temps, des négociations entre le Front Polisario et la Mauritanie se poursuivent à Tripoli (Libye) et à Paris. La commission de médiation de l'OUA comprenant le président du Mali, celui du Nigeria et le secrétaire général de l'Organisation est en tournée à Alger, Rabat et Nouakchott.

● Zimbabwe : les Occidentaux refusent de condamner les élections truquées

Lundi soir le Conseil de sécurité a rejeté et condamné les élections truquées de Smith-Muzorewa en Rhodésie. Cette décision a été acquise sur proposition du représentant du Koweït et de six autres non-alignés (Bengladesh, Bolivie, Gabon, Jamaïque, Nigeria et Zambie). Elle a été acquise à la majorité avec trois abstentions, celles de la France, de la Grande-Bretagne et des USA. Les Etats-Unis avaient formellement désapprouvé ces élections ; cependant Carter a déclaré après coup qu'elles constituaient «un pas dans la bonne direction». Quant aux délégués français et anglais, ils ont expliqué leur abstention par la proximité des élections britanniques dont le résultat déterminera la position de la puissance colonisatrice.

● Tchad : gouvernement d'«Union nationale»

A la suite du Conseil d'Etat provisoire, c'est un «gouvernement d'union nationale» qui vient d'être formé à N'Djamena. Son président est Mohamed Shawa, un inconnu, présenté comme dirigeant d'une «troisième armée» dont la représentativité est contestée. En fait, le pouvoir est partagé entre les deux anciens dirigeants du Front national, Goukouni et Habre, respectivement ministre de l'Intérieur et de la Défense. L'ancien chef de l'armée de Malloum, le général Djogo, est vice-premier ministre.

Le gouvernement libyen qui maintient son implantation militaire dans le Nord du Tchad, refuse de reconnaître ce gouvernement, affirmant qu'il n'a «pas de base légale». Par un surprenant renversement d'alliances, la Libye soutient aujourd'hui militairement une partie du personnel gouvernemental de Malloum repliée dans le Sud avec la gendarmerie de l'ancien régime pour y préparer une sécession. Quant aux troupes françaises, dont Giscard avait annoncé le départ, elles restent toujours présentes au Tchad.

● Meeting-gala sur l'Irlande

Le 5 mai 1979 se tiendra à la Mutualité, rue Saint-Victor à Paris, un meeting-gala sur la lutte du peuple irlandais avec la participation des organisations républicaines de la résistance : Sinn Fein Provisoire, Irish Republican Socialist Party et Revolutionary Struggle. Le meeting portera sur 3 thèmes :

- 1) Le soutien à la lutte du peuple irlandais pour sa libération nationale et pour le socialisme.
 - 2) Le soutien aux prisonniers politiques irlandais.
 - 3) Contre l'Europe de la répression et des patrons.
- La partie gala sera assurée par un groupe de la résistance : Les «Free Men».
- Le bulletin n°6 du Comité Irlande : «Irlande en Lutte» est paru. Comité Irlande, 14 rue de Nan-teuil - 75 015 Paris.

Il y a un mois, début avril, le syndicat des métaux (CFDT) de Dunkerque suspendait le conseil syndical de la section CFDT d'Usinor.

Cette mesure d'une extrême gravité intervenait dans le cours même de la lutte menée alors depuis trois mois par les travailleurs du trust Usinor contre les licenciements. Après Longwy et Denain, les sidérurgistes d'Usinor-Dunkerque eux aussi engageaient la bataille contre les autres aspects du plan de restructuration du trust (blocage de salaire, augmentation de la productivité), apportant ainsi une contribution importante à leurs camarades de Lorraine et du Valenciennois. Quel est le prétexte apporté à ce qui va être, de fait, un véritable coup de poignard dans le dos des militants engagés dans la bataille ? Des syndicalistes CFDT et d'abord Claude Bernard, responsable de la section, sont accusés alors d'avoir effectué de manière anti-statutaire des prêts à des militants ayant de graves problèmes financiers.

En fait Deroo, de la métallurgie CFDT dunkerquoise, véritable instigateur de l'affaire ainsi que la FGM, avaient trouvé là le moyen de mettre au pas, sans l'avouer, une section qui n'accepte pas le «réalisme» prôné par la FGM, réalisme qui revient de fait à accepter les plans de restructuration dans la sidérurgie.

Des représentants de la section CFDT «dissoute» d'Usinor (qui regroupe derrière elle l'écrasante majorité des délégués et adhérents) ont donné cette semaine une conférence de presse à Dunkerque où ils se sont expliqués.

En pleine grève à Usinor-Dunkerque

LA SECTION CFDT EST SUSPENDUE

La section suspendue présente son dossier



Le 6 avril à Dunkerque... La suspension de la section CFDT a porté un rude coup à cette initiative.

classes ne nous intéresse pas» devait déclarer un militant de la section dissoute.

Troisièmement, il est à signaler que les prêts n'ont pas entravé le fonctionnement (tracts, etc.) de la section : ce sont seulement quelques centaines de milliers de francs qui ont été prêtés depuis 1972, alors qu'il n'est pas rare que le fond de roulement de la section syndicale atteigne 20 à 30 millions, et ceci chaque année.

Quatrièmement, les prêts n'ont pas remis en cause, même de manière partielle, la remontée des cotisations dues statutairement par la section CFDT aux différentes structures CFDT (syndicats, fédération). Le syndicat de la métallurgie dunkerquoise CFDT l'attestait lui-même récemment dans une lettre envoyée à la section CFDT datée du 16 mars 1979.

«Le syndicat de la métallurgie de la région de Dunkerque certifie que la section syndicale d'entreprise d'Usinor-Dunkerque les années antérieures, y compris en 1978, payait les parts revenant aux différentes structures CFDT sur les cotisations syndicales. La part complémentaire de la cotisation des adhérents est gérée par la section syndicale sans passer par les autres structures CFDT. Toutes ces dispositions sont appliquées conformément à la charte financière confédérale et aux décisions du syndicat. Le secrétaire du syndicat de la Métallurgie de la région de Dunkerque»

Ces faits incontestables font à l'évidence pièce aux accusations mensongères de «détournement de fonds» proférées par Jacques Deroo. Les preuves de «détournement de fonds» sont tellement inexistantes qu'ils ont dû nommer un expert-comptable assermenté... Resté, bien évidemment, le fait que la question des prêts depuis 1972 n'a jamais été débattue au sein des conseils syndicaux ni en AG d'adhérents : une des questions de principe qui semble beaucoup préoccuper Deroo...

UNE MAUVAISE FOI EVIDENTE

Mais Deroo est à l'évidence de mauvaise foi. On peut s'étonner qu'un responsable comme lui dénonce seulement aujourd'hui des «détournements de fonds» datant de 1972.

(c'est-à-dire sept ans après qu'ils aient eu lieu) alors qu'il est membre de la section depuis plusieurs années, et alors que Pierre Suray, entre autres trésorier du syndicat de la métallurgie dunkerquoise CFDT, n'avait jamais caché l'existence de ces prêts. L'accusation paraît d'autant moins sérieuse que Deroo lui-même, récemment, proposait sur la liste des élections aux délégués du personnel le dénommé Donnet qui avait emprunté, — donc «détourné» si l'on a bien compris — 3 000 F en 1975 sans les avoir encore remboursés. Mais Donnet est peut-être, lui, «dans la ligne». Car il s'agit bien de cela. L'accusation non fondée de «détournement de fonds», prétexte à la dissolution, vise à remettre au pas les sections jugées trop combattives ou même à les détruire si besoin est. Deroo n'a pas hésité, le 19 mars 1979, juste avant les élections de délégués du personnel, à publier une information aux adhérents, mise en fait à la disposition de tout le monde (à la bibliothèque, au vestiaire), sur les «magouilles financières» de la section CFDT. Résultat : la CFDT perdra 2 sièges.

LE FOND DU PROBLEME

Ce que veut détruire le syndicat de la métallurgie CFDT, c'est une section qui notamment est en désaccord avec «la politique industrielle» et la «politique de négociation», prônée par la Fédération générale de la métallurgie, qui consiste aujourd'hui pour l'essentiel

à admettre que seul un «noyau dur» de 3 000 travailleurs (sur 7 000) est désormais nécessaire à Usinor-Denain et ce, encore temporairement : le temps que le haut fourneau n° 4 de Dunkerque soit sûr. Voilà qui permettrait, dit la FGM à mots couverts, de faire la production d'acier de Denain à Dunkerque, ce qui n'est autre que l'objectif poursuivi par le patronat pour 1980. Une telle position «réaliste» revient, soulignait la section CFDT dissoute, à accepter la logique des restructurations et les conséquences que l'on sait pour les travailleurs du trust Usinor. «Prenons d'ailleurs quelques exemples» notait un militant de la section. «Les pré-retraites, licenciements camouflés qui, en 1977, étaient considérés comme tels, constituent aujourd'hui des «acquis» (pour la FGM, s'entend). Acquis aussi paraît-il, ces licenciements simplement repoussés de quelques mois à Denain et à Longwy... Deroo et «son collectif» tirent des tracts en ce sens alors que rien n'est remis en cause». Drôle de recul, en effet, que ces pré-retraites (2 600 à Denain) qui, avec le court étalage des suppressions d'emplois, sont les moyens de division choisis par le patronat pour casser toute riposte.

La «politique industrielle de la FGM», c'est aussi l'acceptation de fait de l'augmentation de la productivité et la modération des rémunérations, là où le patronat entend transférer l'ensemble de la production comme à Dunker-

que. La meilleure illustration est sans doute l'attitude — rappelée longuement par les militants de la section dissoute — du «collectif» durant le récent conflit d'Usinor-Dunkerque qui a justement consisté à s'opposer à la lutte engagée précisément pour les salaires. «Ils ont procédé par exemple, déclare un militant de la section dissoute, en tentant de détourner les revendications des travailleurs. Dans un premier temps, le collectif a tenté d'embarquer les gars des hauts fourneaux dans une lutte «pour la cinquième équipe», alors qu'ils se battaient pour 300 F pour tous». Entraîner les travailleurs dans une lutte pour la cinquième équipe, revendication juste en soi, mais complètement plaquée, revenait à saboter le mouvement. D'autant plus que parler de lutte était un bien grand mot. Le collectif Deroo, dès le début de la lutte, fera en fait une propagande par tracts au caractère hautement démobilisateur. Il demande de se mobiliser pour le 15 mai, date à laquelle, paraît-il, doit se discuter la cinquième équipe, lors d'une rencontre internationale à Bruxelles avec on ne sait trop qui. Au bout de trois jours de propagande sur la cinquième équipe, les hauts fourneaux rejettent catégoriquement cette revendication, dont l'équipe Deroo ne parlera jamais.

*Mis en place par le syndicat de la métallurgie pour diriger provisoirement la section.

Richard FEUILLET

PUK OCCUPÉ A JARRE (Isère)

Alors que la direction a décidé un lock-out pour sanctionner la grève d'une partie du personnel de l'entreprise, l'ensemble des travailleurs a répliqué en occupant l'usine depuis mardi matin.

PCUK LEVALLOIS : NON AUX LICENCIEMENTS EN CAS DE MUTATION

Les techniciens de l'usine PCUK de Levallois ont obtenu l'arrêt des licenciements en cas de refus de mutation. Ils observaient une grève des déplacements en clientèle depuis un mois pour obtenir satisfaction.

CAMBODGE

Le secrétaire général de l'ONU est actuellement en tournée en Asie du Sud-Est. Après avoir rencontré les dirigeants vietnamiens, il a déclaré à Sihanouk rencontré à Pékin que Hanoi refusait la perspective d'une conférence internationale sur le Cambodge proposée par l'ancien chef d'Etat cambodgien.

EQUATEUR

Les élections présidentielles en Equateur ont donné la victoire au candidat populiste. Celui-ci prévoit des nationalisations et la démocratisation de la vie politique après sept ans de dictature militaire. Mais la passation des pouvoirs ne doit intervenir que le 10 août.

C'est le 20 novembre 1978, devaient-ils déclarer, que J. Deroo, après avoir soudain «découvert» des prêts (alors qu'il est à la section depuis 1973), en faisait état devant le conseil syndical CFDT d'Usinor Dunkerque en exigeant que ces pratiques soient condamnées en ces termes : «Des sommes d'argent importantes appartenant à la section CFDT d'Usinor ont été proposées et détournées sous forme de prêts individuels par Claude Bernard, secrétaire de section, sans que la section CFDT soit mise au courant et ceci en opposition avec toute la politique financière de la CFDT (...). La facilité avec laquelle ces propositions d'argent ont été faites par le secrétaire est d'autant plus irrespectueuse des familles que la misère est grande et la capacité de rembourser est difficile...». Qu'en est-il de ce «détournement de fonds» ?

Premièrement, les faits — des prêts — ont été reconnus par les représentants de la section dissoute ; ces prêts au nombre de trois, ont tous été remboursés, ce que personne n'ose nier. Preuve de leur honnêteté, c'était le 14 décembre (session des élus de la section syndicale d'Usinor sur les problèmes financiers), que les représentants de la section aujourd'hui dissoute, communiquaient les noms et le montant des prêts. Les choses étaient suffisamment claires dès ce moment-là pour que la section syndicale considère l'affaire comme éclaircie et réglée.

Deuxièmement, ces prêts ont été accordés, (devaient continuer les représentants de la section dissoute) à des militants particulièrement dans le besoin ; des militants devant dépasser sans compter leurs heures de délégation sans être payés bien sûr, vu les limites des acquis du mouvement syndical en la matière. «Devait-on laisser ces militants crever de faim ? Pour notre part, nous ne le pensons pas. Jouer aux héros de la lutte des